

d'intervention de l'Afrique du Sud. Le Président Kaunda et d'autres chefs des États de la ligne de front me l'ont souligné l'an dernier à la suite de la Conférence de Nairobi. Il est maintenant fort probable que l'Afrique du Sud réagisse par des représailles internationales ou régionales aux sanctions prises contre l'apartheid. Il est important que ces pays sachent que la communauté internationale est prête à les aider en cas de représailles et d'interventions de la part de l'Afrique du Sud.

Le Premier ministre du Canada, le très honorable Brian Mulroney, a clairement indiqué que le Canada s'engage à collaborer avec d'autres pays afin d'aider les États de l'Afrique australe à relever le défi. Le ministre canadien des Relations extérieures, Mme Monique Landry, a rencontré le Président Kaunda il y a une semaine afin de le rassurer sur ce point.

Nous contribuons bien sûr depuis longtemps au développement de la région et nous nous efforçons de la rendre moins tributaire de l'Afrique du Sud au moyen de programmes bilatéraux et par la voie de la Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe (SADCC). A présent, nous voulons, de concert avec la SADCC, examiner les besoins et élaborer des plans afin de faire face aux urgences. En plus de projets de développement, nous aiderons également les importateurs privés à étudier les possibilités d'accroître les échanges avec les pays de la SADCC, afin de faire face aux perturbations qui pourraient survenir au niveau des mouvements commerciaux. A propos des États de la ligne de front, alors même que nous pleurons la disparition inopportune de Samora Machel, nous nous réjouissons du choix de M. Joachim Chissano à titre de nouveau président du Mozambique. C'est un homme de grande envergure et doté d'une vaste expérience, ce qui lui sera un précieux atout pour faire face aux nombreux problèmes auxquels son pays est actuellement confronté.

Je m'adresse à cette assemblée, Monsieur le Président, en tant que parlementaire blanc, représentant le gouvernement d'une société multiculturelle et multiraciale véritablement intégrée. Un Canadien sur cinq fait maintenant partie des minorités visibles et cette proportion, nous sommes fiers de le dire, ne cesse d'augmenter. Nos populations autochtones bénéficient d'une égalité de droits et ont leur mot à dire sur l'administration du Canada. Le fait que nous ayons recueilli des réfugiés fuyant les régions agitées du